

Ramallah, 29 novembre 2005

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien : Louis Michel réaffirme l'engagement européen

Le Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, Louis Michel, se rend aujourd'hui dans les territoires Palestiniens, pour rencontrer les victimes civiles du conflit et réaffirmer la solidarité européenne. Celle-ci s'exprime par un soutien financier important de la Commission européenne, un des principaux donateurs mondiaux. Cette visite intervient au moment où une nouvelle aide humanitaire de € 8,3 millions vient d'être allouée en faveur des populations palestiniennes. Dans le cadre de cette mission, le Commissaire rencontrera également le Premier ministre Palestinien, Ahmed Qorei.

« A ce jour, la situation humanitaire en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza demeure très inquiétante. Le conflit, les restrictions de mouvements des personnes et des marchandises, ainsi que la construction de la barrière de sécurité ont eu comme conséquence une dégradation des conditions de vie. Je tiens à réitérer la solidarité de l'Union européenne avec les victimes civiles de ce conflit », a affirmé Louis Michel.

Depuis la deuxième Intifada, en septembre 2000, la Commission européenne a alloué €191 millions en aide humanitaire en faveur des populations Palestiniennes. Cette nouvelle décision de € 8,3 millions vise principalement à répondre aux besoins les plus urgents des Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza (eau, assainissement, nourriture, emplois temporaires), et à financer la réhabilitation des abris pour les réfugiés palestiniens au Liban, en Syrie et en Jordanie. Pour la seule année 2005, la Commission a adopté deux décisions d'un montant global de €36,6 millions pour répondre aux besoins des Palestiniens les plus vulnérables.

A l'issue de cette première journée dans les territoires Palestiniens, le Commissaire Michel rencontrera le Premier ministre Ahmed Qorei. Les discussions porteront, parmi d'autres sujets, sur les difficultés d'accès pour les acteurs humanitaires, les restrictions de déplacements, la barrière de sécurité, les implantations, les démolitions de maisons et le respect du Droit international humanitaire.

Plus d'information :

http://www.europa.eu.int/comm/echo/field/gaza/index_fr.htm